



Accusé de réception en préfecture
974-219740081-20260930-97-2026-AI
Date de télétransmission : 30/09/2026
Date de réception préfecture : 30/09/2026

**ARRÊTÉ PORTANT MISE EN DEMEURE DES PROPRIÉTAIRES INDIVIS DE PROCÉDER À
LA REMISE EN ÉTAT DE LA PARCELLE CADASTRÉE AR 765 SITUÉE À HALTE-LÀ**

Le Maire de la commune de La Possession ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-25 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 ;

Vu le relevé de propriété établi au titre de l'année 2025, faisant apparaître que la parcelle cadastrée AR 765, située à Halte-Là à La Possession, est détenue en indivision simple ;

Vu les signalements adressés aux services municipaux, en 2025 et 2026, relatifs à l'état d'abandon apparent de ladite parcelle et aux nuisances générées pour le voisinage ;

Vu le constat n° 62/2026 établi par la police municipale, faisant apparaître l'état actuel de défaut d'entretien de la parcelle cadastrée AR 765 ;

Considérant que la parcelle cadastrée AR 765, située à Halte-Là à La Possession, est détenue en indivision simple par plusieurs propriétaires indivis, à savoir Monsieur E S, Madame M, Madame E S, Madame R O, Monsieur J O et Madame M ;

Considérant que ladite parcelle est située dans une zone d'habitation ;

Considérant qu'il ressort du rapport de constatation n° 62/2026 établi par la police municipale que la parcelle cadastrée AR 765 présente un défaut d'entretien caractérisé notamment par un terrain très boisé, la présence d'arbres non élagués et de déchets, ainsi que par la présence de deux véhicules hors d'usage ;

Considérant que cette situation est de nature à favoriser la prolifération de nuisibles, la constitution de gîtes larvaires et à créer des risques pour la salubrité publique, l'environnement ainsi que la sécurité des personnes et des biens, notamment au regard de la proximité immédiate d'habitations et de lignes électriques ;

Considérant qu'en application de l'article L. 2213-25 du code général des collectivités territoriales, le maire peut mettre en demeure le propriétaire ou ses ayants droit d'un terrain non bâti situé dans une zone d'habitation ou à proximité d'habitations de procéder, à ses frais, aux travaux de remise en état nécessaires et, à défaut d'exécution, y faire procéder d'office aux frais des intéressés ;

Considérant qu'en application des articles L. 541-21-4 et L. 541-21-5 du code de l'environnement, le maire peut mettre en demeure le maître des lieux ou, selon le cas, le titulaire du certificat d'immatriculation, de faire cesser l'atteinte à l'environnement, à la santé ou à la salubrité publiques résultant de la présence de véhicules abandonnés ou susceptibles de constituer des véhicules hors d'usage ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Mise en demeure

Les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée AR 765 sont mis en demeure de procéder, à leurs frais, à l'entretien, à l'élagage et à la remise en état de ladite parcelle, ainsi qu'à l'enlèvement des véhicules abandonnés ou susceptibles de constituer des véhicules hors d'usage présents sur celle-ci.

1/3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de La Réunion (27 rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Télérécours citoyens) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, selon la formalité applicable. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de la commune de La Possession (10 rue Waldeck-Rochet, BP 92, 97419 La Possession), étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux. Le silence gardé par la commune pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Un nouveau délai de recours contentieux de deux mois court à compter de la notification de la décision expresse de rejet ou de la naissance de la décision implicite de rejet. Conformément à l'article R. 421-7 du code de justice administrative (CJA), le délai pour saisir le tribunal est augmenté d'un mois pour les personnes qui ne demeurent pas à La Réunion et de deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.





Accusé de réception en préfecture
974-219740081-20260930-97-2026-AI
Date de télétransmission : 30/09/2026
Date de réception préfecture : 30/09/2026

Article 2 : Travaux prescrits

Les propriétaires indivis devront réaliser les travaux suivants :

- débroussaillage complet de la végétation haute et basse sur l'ensemble de la parcelle ;
- élagage des arbres, branches et végétaux situés à proximité des habitations voisines ou susceptibles de présenter un risque pour la sécurité des personnes, des biens ou des réseaux, et évacuation des déchets végétaux ;
- enlèvement des encombrants, déchets et de tout objet, récipient ou élément susceptible de retenir l'eau et de constituer un gîte larvaire (pneus, bidons, seaux, bâches, etc.) ;
- mise en œuvre, le cas échéant, de mesures adaptées pour prévenir la prolifération des nuisibles, dans le respect des recommandations sanitaires applicables ;
- assainissement du terrain afin d'éviter toute stagnation d'eau ;
- remise en état générale du terrain afin de faire cesser les nuisances sanitaires, environnementales et sécuritaires constatées.

Article 3 : Véhicules abandonnés ou susceptibles de constituer des véhicules hors d'usage

Les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée AR 765 sont mis en demeure de faire procéder, à leurs frais, à l'enlèvement des véhicules en panne, abandonnés ou susceptibles de constituer des véhicules hors d'usage présents sur la parcelle.

Lorsque l'état des véhicules le justifie, ceux-ci devront être remis à un centre de traitement de véhicules hors d'usage agréé.

Article 4 : Délai d'exécution

Les mesures prescrites aux articles 2 et 3 devront être intégralement réalisées **avant le 31 octobre 2026**.

Ce délai est fixé compte tenu de la nature des nuisances constatées, de la proximité immédiate d'habitations, du risque de prolifération de nuisibles et de gîtes larvaires, ainsi que des risques liés à la présence de végétation non entretenue et de véhicules abandonnés ou en panne.

Article 5 : Contrôle et exécution d'office

À l'expiration du délai prévu à l'article 4, les services municipaux pourront procéder à un contrôle sur place afin de vérifier l'exécution complète des mesures prescrites.

À défaut d'exécution complète des travaux prescrits à l'article 2, la commune pourra faire procéder d'office à leur exécution, aux frais des propriétaires indivis, conformément à l'article L. 2213-25 du code général des collectivités territoriales.

S'agissant des véhicules abandonnés ou susceptibles de constituer des véhicules hors d'usage, la commune pourra avoir recours aux mesures prévues aux articles L. 541-3, L. 541-

2/3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de La Réunion (27 rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Télérecours citoyens) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, selon la formalité applicable. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de la commune de La Possession (10 rue Waldeck-Rochet, BP 92, 97419 La Possession), étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux. Le silence gardé par la commune pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. Un nouveau délai de recours contentieux de deux mois court à compter de la notification de la décision expresse de rejet ou de la naissance de la décision implicite de rejet. Conformément à l'article R. 421-7 du code de justice administrative (CJA), le délai pour saisir le tribunal est augmenté d'un mois pour les personnes qui ne demeurent pas à La Réunion et de deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.





Accusé de réception en préfecture
974-219740081-20260930-97-2026-AI
Date de télétransmission : 30/09/2026
Date de réception préfecture : 30/09/2026

21-4 et L. 541-21-5 du code de l'environnement, afin de faire enlever et traiter les véhicules concernés aux frais des personnes légalement tenues d'y pourvoir.

Article 6 : Notification

Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des propriétaires indivis identifiés.

Un affichage sur site pourra également être réalisé à titre complémentaire.

Article 7 : Transmission et caractère exécutoire

Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité.

Il deviendra exécutoire à compter de l'accomplissement des formalités de transmission et de notification.

Fait à La Possession, le
Le Maire,

30/09/2026

M. Erick FONTAINE

